



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

6 rue de la Providence
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@wanadoo.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

Vendredi 18 novembre 2011

N° 432

Politique

Cumul des mandats et parité : même combat !

Jean-Louis Masson, sénateur de la Moselle n'appartenant à aucun groupe politique, propose des « mesures réellement contraignantes » en faveur de la parité au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le premier levier pourrait être, selon le sénateur, l'interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale. Pour Jean-Louis Masson, le cumul des mandats et son corollaire direct, l'absentéisme parlementaire, sont deux particularités françaises « affligeantes », qui « nuisent au bon fonctionnement de la démocratie ». Toutefois, précise-t-il, pour un parlementaire, « le problème est moins le cumul des mandats en général, que surtout le cumul de lourdes fonctions exécutives locales qui sont déjà par nature des activités à plein temps » ⁽¹⁾.



Jean-Louis Masson

Jean-Louis Masson démontre ensuite que plus le cumul de mandats est important, moins il y a de parité. « Les parlementaires supercumulards, ajoute-t-il, accrochés à leurs multiples mandats et aux prébendes qui les accompagnent, sont essentiellement des hommes. En monopolisant abusivement les mandats et les fonctions, ils bloquent complètement les progrès de la parité. De nombreux responsables politiques se déclarent certes hostiles aux cumuls abusifs ; toutefois, dans les faits rien ne se concrétise. Les déclarations de principe relèvent trop souvent de l'hypocrisie. Quant aux réelles bonnes intentions de certains, elles se heurtent à l'obstruction de ceux qui usent et abusent du système »...

Bref, en restreignant les cumuls de mandat, on améliorerait considérablement la situation actuelle en termes de parité. D'autres leviers sont possibles, comme les pénalités financières. Elles existent déjà, mais ne sont pas suffisamment incitatives. « Face aux artifices utilisés pour contourner les lois sur la parité », Jean-Louis Masson suggère de mieux cibler les pénalités : « Pour cela, il ne faut pas se contenter d'imposer une obligation de moyens (parité au niveau des investitures des députés ou sur les listes de sénateurs). Il faut imposer une obligation de résultat, sanctionnée par une lourde pénalité financière s'appliquant dès que le nombre de leurs parlementaires de chaque sexe est trop différent ».

En outre, Jean-Louis Masson préconise, pour les départements élisant trois sénateurs ⁽²⁾, le rétablissement du scrutin proportionnel avec obligation de parité. Cela présenterait de multiples avantages, « lesquels s'ajouteraient à une incidence très positive sur les progrès de la parité »...



« Mieux répartir les ressources avant de vouloir produire plus, mais également réduire la consommation de viande, coûteuse en espace et en eau, permettrait de nourrir jusqu'à dix milliards d'humains en 2100. Mais avant tout, il faudra s'attaquer au gaspillage : environ 30 % de la nourriture produite mondialement serait perdue au stockage, durant le transport, ou jetée ».

Audrey Chauvet, « Sept milliards de bouches à nourrir », 20 minutes du 2 novembre 2011.

⁽¹⁾ – On comprend que Jean-Louis Masson prenne cette précaution : il est lui-même conseiller général, président de Sivom et conseiller municipal.

⁽²⁾ – La Mayenne n'est pas concernée (seulement deux sénateurs).

Collectivités territoriales

Une nouvelle mise à jour du *Guide de l' élu local*

En octobre 2011, l'Association des maires de France (AMF) a actualisé son *Guide de l' élu local* (61 pages), lequel, en quinze chapitres, regroupe toute l'information utile sur les droits des élus (notamment les maires, adjoints et conseillers municipaux) dans l'exercice de leur mandat. Le guide évoque ainsi, de façon la plus pédagogique possible, la formation des élus, les indemnités de fonction et remboursements de frais, la protection des élus, les attributs de fonction, la fin du mandat et la retraite, etc.

Le guide est mis en ligne sur le site Internet de l'AMF (www.amf.asso.fr – écrire « BW7828 » dans la fenêtre du moteur de recherche).



Aide à domicile

Trois syndicats critiquent la convention collective

La nouvelle convention collective unique de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile doit s'appliquer à toute la branche associative qui, auparavant, se référait à trois textes différents. Cependant, trois syndicats, la CFTC, la CGT et FO, réaffirment, dans un communiqué du 24 novembre 2011, leur opposition à un texte qu'ils jugent « régressif ».

Dès son premier jour d'application, selon ces trois syndicats, le texte va « aggraver les conditions de travail et porter gravement atteinte au pouvoir d'achat des salariés ». Ainsi, il serait « scandaleux » que les temps de déplacement et les frais engagés (voiture personnelle et

carburant) ne soient pas considérés comme inhérents aux contraintes de la profession.

De plus, selon les trois syndicats, le texte méconnaîtrait « *la pénibilité croissante de l'exercice professionnel : il augmente l'amplitude journalière, le rythme de travail du dimanche et instaure le travail de nuit* ».

La CFTC, la CGT et FO rappellent que leur opposition se veut « toujours constructive », et donc qu'ils restent « disponibles à toutes négociations qui amélioreront les conditions de travail des salariés ».

Démographie

Un milliard d'habitants en plus en douze ans

Selon les démographes, la Terre vient de franchir le cap des 7 milliards d'habitants. Il a seulement fallu douze ans pour que la planète compte un milliard d'habitants supplémentaires. Le passage de 5 à 6 milliards s'était également effectué en douze ans ; celui de 4 à 5 milliards en treize ans ; celui de 3 à 4 en quinze ans ; mais celui de 2 à 3 en trente-deux ans, et il avait fallu 123 ans pour passer de 1 à 2 milliards...

Selon Laurence Caramel, dans *Le Monde* du 21 octobre 2011, « le scénario d'une population mondiale culminant à 9 milliards d'individus vers 2050, puis déclinante, n'est

plus du tout assuré ». De fait, selon de récentes projections, si les pays en développement ne parviennent pas à réduire leur taux de fécondité, la planète pourrait alors avoir à supporter 1 ou 2 milliards d'habitants supplémentaires.

Mais comment vivre, s'interroge le quotidien, sur une planète déjà surexploitée ? « *Les débats sur un partage plus équitable des richesses, susceptible d'assurer une coexistence pacifique d'une humanité toujours plus nombreuse, ne sont donc pas près de se refermer* », avance Laurence Caramel.